



Assemblée générale

Distr. générale
24 juin 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 141 de la liste préliminaire*
Projet de budget-programme pour 2021

Demande de subvention présentée comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

Deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget-programme pour 2021

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné la note du Secrétaire général sur la demande de subvention présentée comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) ([A/75/83](#)). Le Comité était par ailleurs saisi de la version préliminaire d'une note du Secrétaire général transmettant le rapport de la Directrice de l'Institut sur les activités menées par l'organisation de janvier à décembre 2019 et sur les projets de programme de travail et de plan financier pour 2020 et 2021 ([A/75/134](#)). Lors de l'examen de la note du Secrétaire général, il a reçu des renseignements complémentaires et des éclaircissements de la part de la Directrice de l'Institut et d'autres représentants du Secrétaire général, suivis de réponses écrites datées du 16 juin 2020.

II. Proposition tendant à modifier la procédure de demande d'octroi à l'UNIDIR d'une subvention prélevée sur le budget ordinaire

2. Dans sa note sur la demande de subvention pour l'UNIDIR, le Secrétaire général indique que la procédure de demande d'octroi d'une subvention à imputer sur le budget ordinaire comprend deux mécanismes : d'une part, le chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme ; d'autre part, les notes par lesquelles

* [A/75/50](#).



est demandée une subvention à prélever sur le budget ordinaire. Considérant que la procédure fait double emploi, il propose que la demande annuelle de subvention pour l'Institut ne soit présentée que dans le cadre du chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme et que la note annuelle soit supprimée. Si l'Assemblée générale approuve ses propositions, la nouvelle procédure s'appliquera à partir de 2021 à l'occasion de la demande de subvention pour 2022.

3. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des informations supplémentaires sur la procédure proposée et sur les modalités de mise en œuvre, et notamment des précisions sur les différences avec la procédure actuelle et sur la manière dont les mandats existants seront respectés, ainsi que des informations complémentaires sur ce qui se passera en cas de proposition d'augmentation de la subvention. Les informations complémentaires communiquées au Comité consultatif figurent à l'annexe I du présent rapport. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve la proposition du Secrétaire général tendant à présenter la demande de subvention pour l'UNIDIR dans le cadre du chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme.**

III. Demande d'octroi à l'Institut d'une subvention à prélever sur le budget ordinaire pour 2021

4. Le Secrétaire général a présenté dans sa note ([A/75/83](#)) la demande d'octroi à l'Institut d'une subvention au titre de 2021 en application des dispositions du paragraphe 2 de la section IV de la résolution [60/248](#), dans lequel l'Assemblée générale a fait sienne la proposition tendant à ce que les demandes de subvention pour l'Institut lui soient soumises tous les deux ans, pour examen et approbation, dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal correspondant. Conformément à la résolution [72/266](#) A de l'Assemblée, à compter du budget-programme de 2020, l'exercice budgétaire a changé, passant d'un exercice biennal à un exercice annuel à titre expérimental. Le Secrétaire général demande à l'Assemblée d'approuver l'octroi à l'UNIDIR d'une subvention à prélever sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 2021 d'un montant identique à celui de la subvention approuvée pour 2020, soit 276 200 dollars (avant actualisation des coûts).

5. Le Comité consultatif note que cette demande est conforme au financement prévu dans le projet de budget-programme pour 2021 (voir [A/75/6 \(Sect. 4\)](#), par. 4.114), où est inscrit un montant de 276 200 dollars (avant actualisation des coûts) pour la subvention de l'Organisation à l'UNIDIR pour 2021 au titre du chapitre 4 (Désarmement), sous-programme 1 (Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements). D'après les informations complémentaires communiquées (tableau S.4.3), le montant figure dans le sous-programme 1 (Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements) à la rubrique Bourses, subventions et contributions. Le Secrétaire général indique que le montant proposé correspond aux dépenses renouvelables de l'Institut, approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution [74/263](#), et est conforme au paragraphe 2 de l'article VII de l'annexe à la résolution [39/148](#) H de l'Assemblée. Dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour 2021, le Comité recommande d'approuver les propositions du Secrétaire général concernant les ressources demandées au titre des objets de dépense autre que les postes pour le chapitre 4 (Désarmement) ([A/75/7](#)).

6. À la section IV de la résolution [44/201](#) B de l'Assemblée générale intitulée « Subvention, prélevée sur le budget ordinaire, à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement », le Secrétaire général a été prié de rendre compte tous

les ans de la situation de l'Institut à l'Assemblée. La note actuelle, par laquelle le Secrétaire général demande l'octroi d'une subvention à l'UNIDIR pour 2021 (A/75/83), ne comprend pas, comme les années précédentes, un aperçu de la situation financière de l'Institut et les annexes correspondantes. Le Comité consultatif a été informé que les informations sur la situation de l'Institut figuraient dans le rapport annuel de la Directrice de l'UNIDIR (A/75/134), qui est présenté plus tôt que les années précédentes pour lui permettre d'examiner les deux points en même temps (voir également annexe I du présent rapport). **Le Comité consultatif espère que le rapport annuel de la Directrice de l'UNIDIR continuera de lui être présenté en même temps que le projet de budget-programme afin qu'il dispose d'informations relatives à la situation financière de l'Institut au moment d'examiner la demande de subvention pour l'UNIDIR.**

7. À l'annexe V de son rapport annuel (A/75/134), la Directrice de l'UNIDIR indique que le montant estimatif total des produits pour 2021 s'élève à 5 538 000 dollars et provient des sources suivantes : contributions annoncées à recevoir en 2021 (619 000 dollars) ; contributions volontaires (4 467 000 dollars) ; autres transferts et allocations (340 000 dollars), dont la partie de la subvention à imputer sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies en 2021 ; revenu des placements (90 000 dollars) ; produits divers (22 000 dollars). Il est également précisé dans le rapport que le montant estimatif total des charges pour 2021 s'établit à 5 204 000 dollars, ce qui laisse apparaître un excédent de 334 000 dollars en 2021. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a reçu des données sur le montant effectif des produits et des charges sur une période de cinq années allant de 2015 à 2019 (voir annexe II du présent rapport). Il ressort des données communiquées qu'en 2019, le montant effectif des produits de l'UNIDIR s'est établi à 4 992 000 dollars tandis que celui des charges s'est élevé à 4 732 000 dollars, ce qui fait apparaître un excédent de 260 000 dollars. Pour 2020, le montant total des produits devrait atteindre 6 338 000 dollars tandis que celui des charges devrait s'établir à 5 648 000 dollars, ce qui représenterait un excédent¹ de 690 000 dollars d'ici à la fin de l'année.

8. **Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve l'octroi à l'UNIDIR d'une subvention d'un montant de 276 200 dollars (avant actualisation des coûts) à imputer sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour 2021, le montant correspondant ayant été inscrit au chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme pour 2021.**

¹ Ces fonds sont préaffectés par des accords de financement avec les donateurs, dont la période ne correspond pas à l'année civile.

Annexe I

Informations complémentaires sur la proposition de procédure de demande d'octroi d'une subvention à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

1. Les informations complémentaires suivantes sur la proposition de procédure de demande d'octroi d'une subvention à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) ont été fournies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.
2. Conformément à l'article III du statut de l'UNIDIR, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 39/148 H, le Conseil d'administration de l'Institut recommande, s'il le juge nécessaire, qu'une subvention soit imputée sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Aux termes du paragraphe 3 de l'article VIII du statut, le Secrétaire général transmet à l'Assemblée générale, pour approbation, toute recommandation du Conseil d'administration aux fins de l'inscription d'une subvention au budget ordinaire.
3. Le Conseil d'administration se réunit deux fois par an (en janvier et en juin). Les recommandations du Conseil sont transmises par le Secrétaire général à l'Assemblée générale dans le cadre de son rapport sur les travaux du Conseil consultatif pour les questions de désarmement, qui est publié en juillet de chaque année (le dernier en date étant celui publié sous la cote A/74/247) et examiné ensuite par la Première Commission de l'Assemblée. Après examen des recommandations du Conseil consultatif et si la Première Commission recommande à l'Assemblée d'adopter une résolution comportant des décisions entraînant des dépenses supplémentaires, le Secrétariat présente des estimations de dépenses sous la forme d'un état des incidences budgétaires. Cette étape de la procédure ne changerait pas.
4. Par ailleurs, au paragraphe 2 de la section IV de sa résolution 60/248, l'Assemblée générale a fait sienne la proposition tendant à ce que les demandes d'octroi d'une subvention à l'Institut lui soient soumises tous les deux ans, pour examen et approbation, dans le cadre de son examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal correspondant. Le chapitre 4 (Désarmement) du projet de budget-programme, qui est publié entre mars et avril, prévoit en conséquence un montant pour la subvention conforme aux résolutions ou décisions de l'Assemblée. À la suite de la résolution 72/266 A, dans laquelle l'Assemblée a approuvé la proposition de remplacer à titre expérimental les exercices budgétaires biennaux par des exercices annuels, une demande de subvention a été présentée pour 2020 et une autre l'est pour 2021. Cette étape ne changerait pas dans la nouvelle procédure proposée par le Secrétaire général.
5. En outre, comme il est indiqué dans son rapport publié le 7 novembre 1990 sous la cote A/45/7/Add.5, le Comité consultatif avait fait observer que, même si le montant était inscrit au budget-programme, il n'en fallait pas moins présenter à l'Assemblée générale une demande formelle de subvention. Depuis lors, le Secrétaire général présente une note distincte sur la demande d'octroi d'une subvention à l'UNIDIR, qui porte sur le même montant que celui qui figure au chapitre 4 du projet de budget-programme. Cette note faisant double emploi, il est proposé de la supprimer.
6. Enfin, la demande faite par l'Assemblée générale au Secrétaire général, dans sa résolution 44/201 B, de lui rendre compte tous les ans de la situation de l'Institut, continuera à être satisfaite au moyen du rapport annuel de la Directrice de l'Institut

sur les activités de l'organisation. Il convient de noter que le rapport de la Directrice a été présenté plus tôt en 2020 par rapport aux années précédentes afin que le Comité consultatif puisse l'examiner en même temps que le chapitre 4 du projet de budget-programme pour 2021.

7. Comme il ressort des explications qui précèdent, le seul changement que le Secrétaire général propose d'apporter à la procédure, dans un souci de rationalisation, est la suppression de sa note sur la demande d'octroi à l'Institut d'une subvention prélevée sur le budget ordinaire. La suppression de cette note sera sans incidence sur le respect de tout mandat existant.

Annexe II

Produits et charges pour la période 2015-2019 et montant estimatif des produits et des charges pour 2020 et 2021

(En dollar des États-Unis)

	2015 (source : A/71/162)	2016 (source : A/72/154)	2017 (source : A/73/256)	2018 (source : A/74/180)	2019	Montant estimatif pour 2020	Montant estimatif pour 2021
Produits							
Contributions volontaires	2 402 672	2 777 747	2 765 479	6 921 487	4 445 184	5 825 000	5 086 000
Autres transferts et allocations	524 109	440 000	332 862	487 295	371 442	372 000	340 000
Produits divers	29 564	37 455	23 590	1 004	2 750	34 000	22 000
Produit des placements	11 308	27 443	58 308	104 792	172 867	107 000	90 000
Total des produits	2 967 653	3 282 645	3 180 239	7 514 578	4 992 243	6 338 000	5 538 000
Charges							
Traitements, indemnités et prestations	1 426 943	1 193 358	1 143 550	1 364 602	1 637 807	1 972 000	1 562 000
Rémunération et indemnités des personnes n'ayant pas la qualité de fonctionnaire	176 117	576 352	565 553	907 996	1 804 854	2 063 000	1 851 000
Subventions et autres transferts	39 026	0	80 000	116 669	275 708	783 000	889 000
Fournitures et consommables	0	986	1 703	3 357	1 293	1 000	1 000
Voyages	100 869	216 110	179 862	242 848	343 481	250 000	309 000
Frais de fonctionnement divers ^a	220 697	114 785	233 107	368 020	413 541	579 000	592 000
Dépenses d'appui aux programmes ^b	110 193	79 371	105 765	140 299	255 964	0	0
Total des charges	2 073 845	2 180 962	2 309 540	3 143 791	4 732 648	5 648 000	5 204 000

^a Comprend les pertes de change présentées à une rubrique distincte (« charges diverses ») dans le récapitulatif pour la période 2015-2018 figurant dans le rapport publié sous la cote [A/74/7/Add.9](#).

^b À compter du 1^{er} janvier 2020, les services d'appui administratif remboursables fournis à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement par l'Office des Nations Unies à Genève ne sont plus recouvrés par l'intermédiaire des dépenses d'appui aux programmes mais dans le cadre du mémorandum d'accord mentionné au paragraphe 42 du rapport de la Directrice de l'Institut.